

**Discussion générale ouvrant l'examen du  
Projet de loi d'orientation et de programmation relative à la  
politique de développement et de solidarité internationale**

Lundi 10 février 2014

**La politique, ce sont des paroles et des actes.**

**Côté paroles, on a connu des sommets et des abîmes.** Le sommet, pour moi, restera Cancún, au mois d'octobre 1981, avec, au cœur de mon adolescence, le discours bouleversant du président François Mitterrand : « Salut à vous, travailleurs sans droit, paysans sans terre, résistants sans arme qui veulent vivre et vivre libres ! » Et le plus désolant, dans ma mémoire, c'est le discours de Dakar : « l'homme africain n'est pas entré dans l'histoire... ». Mais passons.

**Côté actes, le réel se rappela aux uns et aux autres** trop souvent comme une ornière dans laquelle on tombe sur la route des bonnes intentions. Trop souvent en effet, l'aide publique au développement a servi de contrepartie à une diplomatie ambivalente ou à des négociations économiques qui ne disaient pas leur nom.

**Depuis trop longtemps, la promesse des 0,7 % du PNB semble aussi inaccessible que l'horizon aux yeux du navigateur.**

**Dans ce contexte, monsieur le ministre, votre projet de loi échappe au double écueil de l'angélisme et du cynisme.** Conçu dans une concertation avec la société civile qu'il faut qualifier d'exemplaire, il s'impose comme portant les germes de changements dont **le fil conducteur semble être le souci de cohérence.**

Cohérence, d'abord, avec la démocratie. La transparence passe par le Parlement, avec un rapport qui, tous les deux ans, permettra de faire le point pays par pays, action par action.

Cohérence aussi avec les moyens dont nous disposons. Les cibles tiennent compte de la nouvelle donne mondiale, avec une APD recentrée sur l'Afrique subsaharienne et les rives de la Méditerranée, dont l'enjeu est signifié en creux parce ce que symbolise tragiquement Lampedusa. Cohérence, surtout, entre la politique de solidarité et l'ensemble des politiques publiques

de la France. Nous avons été quelques parlementaires, ici même, il y a quelques semaines, à ajouter quelques chapitres à l'article 1er de la loi d'avenir pour l'agriculture et à rappeler qu'elle doit s'inscrire dans des logiques de souveraineté alimentaire et de commerce juste, dans le respect de la diversité des agricultures du monde, qui, comme le disait Edgard Pisani, seront nécessaires pour nourrir le monde.

Urgence, donc, d'une cohérence pour faire face aux risques contemporains : migrations climatiques ; trafics mafieux ; insécurité terroriste. **Aucun mur ne nous protégera des désordres d'un monde qui crie justice.**

Rapporteur pour la Commission des Affaires économiques, avec Philippe Noguès et Danielle Auroi, je porte devant vous la recherche d'une autre cohérence, la cohérence de la politique économique avec celle de l'aide publique au développement. **Savez-vous que, pour un euro d'aide publique au développement de par le monde, il y en a cinq qui relèvent d'investissements directs à l'étranger ?** Alors, peut-on d'un côté être favorable à une politique d'alphabétisation et de l'autre créer les conditions de travail, dans le secteur du textile, qui réduiront des enfants à un esclavage précoce ? Peut-on défendre la biodiversité par de grandes déclarations internationales et des actions concrètes et, dans le même temps, permettre certaines extractions minières qui, ailleurs, fragilisent les nappes phréatiques d'une région ? Peut-on, sur le plan agroalimentaire, promouvoir l'agriculture familiale et en même temps considérer que certains continents, certaines régions, certaines métropoles du Sud sont des déversoirs pour le dumping commercial ou pour les excédents commerciaux dans nos pays ?

**Il faut, en politique, comme ailleurs, des principes. Peut-on envisager la nature et l'écosystème planétaire comme un capital pour le futur, un bien commun ? Peut-on capter des plus-values sans partager les droits ? Sommes-nous responsables de la vie des exclus, hommes, femmes et enfants, au bout de la rue...comme au bout du monde ?**

C'est en respectant des principes que nous pourrons bâtir des politiques nouvelles, et c'est ce que nous faisons avec ce projet de loi bienvenu, en l'enrichissant de différents amendements, contre l'opacité financière et l'évasion fiscale, pour une montée qualitative des marchés publics et pour donner corps à la responsabilité sociale et environnementale et à la due diligence. Nous développerons cela au cours du débat.

Chers amis, ce combat est le même que celui que nous menons contre les paradis fiscaux. Et contre nous nous retrouverons, les mêmes, héritiers de ceux qui résistèrent au milieu du dix-neuvième siècle à l'abolition de l'esclavage au nom de la compétitivité économique. Nous disons aujourd'hui non à un libéralisme qui fabrique des damnés de la terre à l'autre bout du monde. **Nous disons oui à l'esprit de coopération, d'entreprise et d'innovation, oui à une mondialisation régulée, oui à des échanges justes et équilibrés, oui à une**

**vraie compétitivité, celle qui ouvre des cercles vertueux de croissance pour l'économie réelle, oui au « made with humanité ».**

Chers amis, c'est à nous aujourd'hui qu'il convient d'agir. Les ONG, avant nous, ont défriché le terrain. **À leurs côtés, avec elles, nous avons posé les jalons d'une proposition de loi nouvelle, portée par bientôt quatre groupes parlementaires.** Nous en posons aujourd'hui les principes, pour la première fois dans une loi de la République.

**En avril, à nous de rassembler nos forces : élus, ONG, syndicats, autour de l'anniversaire tragique de Dacca, pour un printemps citoyen.** En mai, la France doit porter ce combat dans le débat européen et, en juin, au nom de tous les humbles acteurs de la coopération internationale, je pense à la paysannerie de chez nous, qui tend la main, depuis des décennies, aux paysanneries de là-bas pour penser, pour dire qu'un autre monde est possible. Oui, en juin, la France, parce qu'elle est la France, doit passer aux actes, en faisant une juste contrepartie d'un pacte de responsabilité dont la dimension républicaine doit rayonner au-delà de nos frontières.